



La complicité canadienne avec l'apartheid israélien

Le Canada est l'un des plus puissants alliés militaires, économiques et politiques d'Israël et, par conséquent, il est profondément complice de la discrimination et de la répression continues du peuple palestinien par Israël. En tant qu'États fondés sur le colonialisme d'établissement qui visent l'élimination et l'effacement des peuples autochtones, les deux pays se soutiennent mutuellement. Ce lien est ancré dans l'histoire : le système de réserves au Canada a servi de modèle aux bantoustans d'Afrique du Sud, lesquels ont ensuite inspiré le système d'apartheid israélien.

Sans surprise, malgré les violations accrues des droits de la personne palestiniens par Israël, les persécutions illégales, le refus de justice, la saisie et la colonisation des territoires palestiniens et le bombardement indiscriminé de Gaza, le gouvernement libéral fédéral refuse de dénoncer Israël. Au contraire, le gouvernement soutient toujours plus Israël de multiples façons et devient ainsi complice de l'apartheid israélien.

« Notre gouvernement met en œuvre une série de mesures qui appuient Israël dans ses violations des droits palestiniens. »

Yves Engler, auteur, chercheur, militant

Hier et aujourd'hui, le gouvernement canadien s'est rendu complice de l'apartheid israélien de multiples façons :

- En 1947, Lester Pearson, qui devint plus tard premier ministre du Canada, était ouvertement pro-sioniste et a contribué à définir les paramètres du plan de partage, lequel a dépossédé les Palestiniens de leurs territoires et a bafoué leur droit à l'autodétermination;

- Le Canada a refusé de se conformer à la résolution 2334 du Conseil de sécurité de l'ONU de 2016 appelant les États membres à « faire la distinction, lors de leurs échanges, entre le territoire de l'État d'Israël et les territoires occupés depuis 1967;
- Ottawa accorde un soutien économique et commercial à l'entreprise de colonisation illégale d'Israël;
- Contrairement aux lignes directrices de l'Agence du revenu du Canada qui interdisent tout soutien aux forces armées étrangères, le Canada accepte que certains organismes caritatifs versent des dons aux forces de défense israéliennes (p. ex. The Canadian Zionist Cultural Association);
- Le Canada s'est retiré de la Conférence mondiale contre le racisme parce que les conférences précédentes avaient associé le sionisme au racisme;
- Le gouvernement Trudeau a exigé que la Cour pénale internationale renonce à enquêter sur les crimes de guerre israéliens en plus de menacer de mettre fin à son financement;
- Le gouvernement fédéral dépense des centaines de milliers de dollars de fonds publics en honoraires d'avocat-es pour empêcher l'étiquetage approprié des vins et n provenance des colonies illégales situées dans les territoires palestiniens, ce qui empêche les Canadien·nes de connaître la provenance de ces vins;
- Le gouvernement Trudeau accroît actuellement l'Accord de libre-échange Canada-Israël, et applique les règlements douaniers israéliens aux produits fabriqués dans les colonies illégales de Cisjordanie, contrevenant ainsi au droit international.

En 2014, le protocole d'entente sur le partenariat stratégique Canada-Israël a été signé, les deux pays s'engageant à "renforcer leur rapport et leur collaboration" dans des domaines tels que la défense frontalière, la lutte contre le terrorisme, la sécurité publique et le commerce.

"Nous nous opposons à toute initiative des Nations Unies et d'autres instances multilatérales visant à critiquer Israël."

Mélanie Joly, ministre des Affaires étrangères, Parti libéral du Canada

LECTURES COMPLÉMENTAIRES :

- *House of Mirrors: Justin Trudeau's Foreign Policy*, Yves Engler (en anglais)
- *Stand on Guard for Whom? A People's History of the Canadian Military*, Yves Engler (en anglais)
- *Site Web du Canadian Foreign Policy Institute*
- *Canada and Israel: Partners in the "Settler Colonial Contract"*, Azeezah Kanji (en anglais) <https://yellowheadinstitute.org/2021/05/21/canada-and-israel-partners-in-the-settler-colonial-contract/>
- "A 'Middle Power' in Action: Canada and the Partition of Palestine", Hassan Husseini in *Arab Studies Quarterly*, 30 (Summer 2008): 41-55 (en anglais) https://www.scienceopen.com/document_file/523f21ae-0af1-4942-902b-cfccc56b74f/ScienceOpen/41858551.pdf

Bien que le Canada ait renouvelé son financement de l'UNRWA en 2020, s'engageant à verser 90 M\$ sur trois ans, le Canada a voté "non" aux deux résolutions de l'UNRWA à l'Assemblée générale en décembre 2021. Premièrement, le Canada a voté contre la résolution affirmant que le fonctionnement efficace de l'UNRWA est essentiel à tous les égards; et deuxièmement, il a voté contre la résolution affirmant la nécessité de poursuivre le travail de l'UNRWA!

Lorsque le Canada a récemment concouru pour un siège au Conseil de sécurité des Nations unies, la ministre des Affaires étrangères de l'époque, Christine Freeland, a déclaré que son gouvernement agirait comme un "atout d'Israël" au sein du Conseil.

Le gouvernement canadien encourage l'apartheid israélien en contribuant au commerce d'armes. En 2021, la valeur totale des armes et des composants militaires envoyés du Canada à Israël a dépassé 26 M\$. Il s'agit d'une augmentation de 33 % par rapport à l'année précédente. Israël utilise des armes sophistiquées achetées au Canada pour mener ses opérations militaires et coloniales contre la population palestinienne, ce qui signifie que nous avons du sang sur les mains, tant par l'action que par l'inaction de notre gouvernement.